

La crise du coronavirus nuira à la prospérité jusqu'en 2050

La récession actuelle entraînera une perte de richesse substantielle. Le PIB par habitant ne devrait pas retrouver son niveau de 2019 en Suisse avant 2023. *Sarah Fischer, Philipp Wegmüller, Marc Zahner*

Abrégé En 2050, les auteurs de cet article seront soit retraités, soit sur le point de l'être. Quel sera alors le revenu moyen des Suisses ? Quel sera l'impact de la crise actuelle sur notre niveau de vie ? Les projections à long terme du Secrétariat d'État à l'économie concernant l'évolution du produit intérieur brut fournissent certaines réponses. Il apparaît déjà clairement que la crise de la Covid-19 aura des conséquences sur notre revenu au moins à moyen terme. Le recul de la prospérité représentera 3400 francs par personne d'ici 2030. La crise ne devrait en revanche pas avoir d'effet sur la croissance économique à long terme.

Admettons que l'on vous demande de fournir une estimation de l'état général de l'économie suisse en 2050 sur la base des données disponibles en 2020. Vous répondrez sans doute qu'il s'agit d'une entreprise audacieuse assortie de nombreuses incertitudes. Il est cependant indispensable d'avoir une perspective à long terme pour de nombreuses questions de politique économique (viabilité fiscale, planification du développement des infrastructures, conséquences des réformes structurelles ou formulation d'objectifs climatiques, notamment).

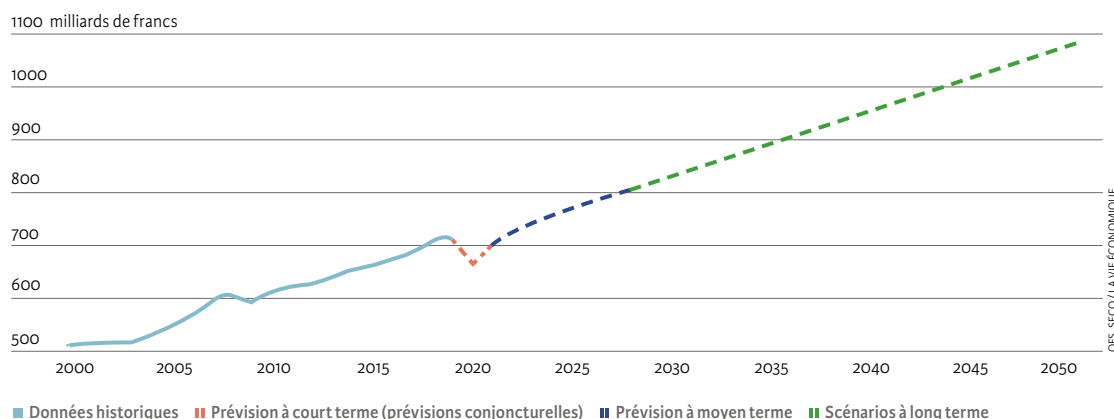
Notons d'emblée que l'inexactitude de prévisions économiques à court terme – notamment celles de la Confédération – ne peut servir d'argument pour juger du bien-fondé des scénarios à long terme. La différence entre une prévision à court terme et un scénario économique à long terme est comparable à celle existant entre une prévision météorologique pour le lendemain et un scénario climatique. Bien qu'étant soumis à de grandes incertitudes, tous deux fournissent des renseignements importants.

Nouvelle méthode du Seco

La plupart des processus de prévision à court terme généralement appliqués ne sont pas utilisables pour l'élaboration de scénarios à long terme. Il existe toutefois des outils méthodologiques permettant d'esquisser l'évolution possible du niveau de prospérité.

La suite de cet article met l'accent sur l'identification et la projection des tendances lentes. Ces dernières dépendent d'une série

III. 1. Évolution du PIB suisse (scénario de référence, juin 2020)



d'hypothèses et révèlent certaines des forces susceptibles d'influencer les perspectives économiques de la Suisse à moyen et long termes. Certains facteurs importants – en particulier l'évolution du climat – ne sont toutefois pas pris en compte pour limiter le degré de complexité du raisonnement.

Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) a développé l'an dernier une nouvelle méthode permettant de relier les prévisions à court terme, les prévisions à moyen terme et les scénarios à long terme (voir *illustration 1*)¹; elle est centrée sur l'évolution de la croissance de l'économie suisse. Outre le scénario de référence, des scénarios alternatifs montrent les évolutions possibles selon différentes hypothèses concernant la population active et la productivité du travail.

Ces projections sont fondées sur les prévisions à court terme de la Confédération, mises à jour chaque trimestre. Les prévisions à moyen terme qui en découlent reposent sur une approche de la fonction de production analogue à celle de la Commission européenne: il est admis que le produit intérieur brut (PIB) réel, corrigé des événements sportifs, convertit son potentiel de production dans les sept années suivant la période visée par la prévision à court terme.

Les scénarios à long terme s'appuient à leur tour directement sur les prévisions à moyen terme, en admettant que le PIB évolue ensuite en fonction du potentiel de l'économie. Ces scénarios à long terme sont basés sur les données historiques de l'évolution de la productivité du travail et sur les projections de l'Office fédéral

de la statistique (OFS) concernant l'évolution de la population. L'horizon global de ces prévisions s'étend aujourd'hui jusqu'en 2070. La série de référence est le PIB annuel réel suisse.

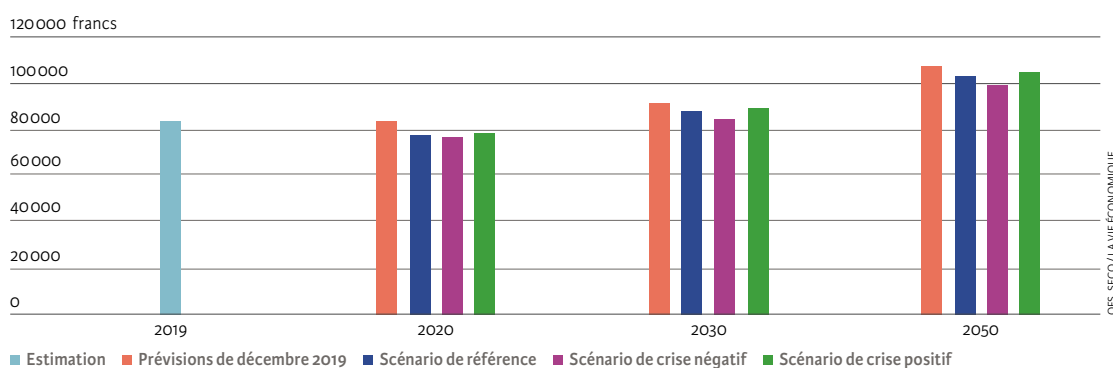
La Covid-19 aura des répercussions à long terme

Au-delà du niveau de l'ensemble de la production économique, les scénarios à long terme du Seco permettent aussi de calculer le revenu par habitant, indicateur généralement utilisé pour mesurer le niveau de vie de la population. Dans la mesure où nous traversons actuellement ce qui est sans doute l'une des plus graves crises économiques des cent dernières années, la question de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'évolution du niveau de vie au cours des prochaines années se pose avec acuité.

En 2019, le revenu moyen des Suisses s'élevait à près de 83 000 francs. Les prévisions conjoncturelles de décembre 2019 – soit avant la pandémie – anticipaient encore une légère augmentation du PIB par habitant en 2020. Par rapport à ces prévisions, la perte de richesse par habitant en 2020 dans le scénario de référence de la projection de juin devrait être de 6 000 francs (voir *illustration 2*). Si la reprise s'avérait plus rapide et plus vigoureuse, cette perte atteindrait 5 000 francs. En revanche, en cas de récession plus sévère que prévu (avec des fermetures d'entreprises, une hausse du chômage et une reprise lente), la perte de prospérité par habitant pourrait atteindre 6 700 francs cette année.

¹ Seco (2020), *Scénarios de l'évolution du PIB suisse*, 16 juin.

III. 2. PIB par habitant selon les différents scénarios (valeurs réelles)



État en juin 2020.



Les restaurants ont vu leur chiffre d'affaires être fortement touché par la crise de la Covid-19.

La crise causée par le coronavirus aura également des répercussions au-delà du court terme : les investissements devraient notamment être limités à moyen terme. On s'attend à ce que ceux qui ne sont pas effectués aujourd'hui ne seront pas rattrapés par la suite : d'une part parce que la situation financière des entreprises s'est détériorée, et d'autre part parce qu'un certain temps devrait s'écouler avant que la demande ne reprenne de façon significative dans les pays voisins. De nombreuses entreprises pourraient par conséquent renoncer à investir dans le renouvellement de leurs infrastructures ou dans le développement de leur activité. Le potentiel de production de l'économie suisse devrait ainsi être plus bas en 2030 que si la pandémie de coronavirus n'avait pas eu lieu.

Sur la base de ces hypothèses, le PIB réel par habitant devrait être d'environ 88 000 francs en 2030. Par rapport aux prévisions datant d'avant la crise sanitaire, cela représente à moyen terme une perte de revenu de près de 3400 francs par personne. La perte de prospérité serait même de plus de 6900 francs à moyen terme si le scénario négatif devait se réaliser.

À long terme – soit au-delà de l'horizon 2030 –, il est toutefois supposé que l'économie se développera à nouveau selon la croissance potentielle. La crise actuelle ne devrait donc pas influencer la croissance à long terme de la productivité du travail et de la population – donc de l'économie.

L'importance d'une stabilisation

Pour limiter les pertes de prospérité à moyen terme, il s'agit d'éviter une atteinte durable des moyens de production. Les crédits transitoires Covid-19 et l'extension et la simplification des demandes d'indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail jouent là un rôle central. Ces mesures contribuent à atténuer les conséquences économiques de la pandémie et à préserver l'infrastructure économique de dommages plus importants.

Par ailleurs le développement à long terme de la productivité en Suisse jouera plus que jamais un rôle déterminant. Les approches les plus efficaces pour le stimuler sont la suppression des obstacles à l'entrée sur le marché, le renforcement de la concurrence, le démantèlement des barrières administratives et l'accélération de l'ouverture au commerce extérieur.



Sarah Fischer
Collaboratrice scientifique, secteur Conjoncture, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Philipp Wegmüller
Collaborateur scientifique, secteur Conjoncture, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Marc Zahner
Collaborateur scientifique, secteur Croissance et politique de la concurrence, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne